



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 22 mai 2018

Gaza : Une population qui ne se résigne pas

Les images ont fait le tour du monde. Le massacre de civils, le 14 mai 2018, à la frontière de Gaza fera date dans l'histoire, tout comme la répression à Soweto de la révolte des travailleurs noirs d'Afrique du Sud contre l'Apartheid, en juin 1976.

Depuis un mois et demi, les snipers de l'armée israélienne ont tiré à vue sur des foules désarmées, assassinant plus d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants, blessant plus de 2 000 manifestants, sous prétexte de défendre les frontières d'Israël. Une tuerie perpétrée sur ordre du gouvernement israélien de droite de Netanyahu, allié à l'extrême droite.

Un Netanyahu courtoisé par Trump pour participer à une alliance USA-Arabie saoudite-Israël contre l'Iran. En conséquence, la décision de déplacer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem a été perçue par le Premier ministre israélien comme un feu vert à sa politique extrémiste et par les Palestiniens comme une négation de leurs aspirations.

La poudrière du Moyen-Orient

L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948, l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, la politique de colonisation et plus récemment le blocus imposé à Gaza par les Israéliens, après la prise de pouvoir par les intégristes religieux du Hamas dans ce territoire en 2007, ont engendré une situation intenable pour des millions de Palestiniens. Après bien des péripéties, la révolte s'était cristallisée, depuis les accords d'Oslo de 1993, dans la volonté d'avoir un État palestinien à côté de l'État d'Israël.

Israël n'a eu de cesse de réduire ces territoires à peau de chagrin. Des centaines de milliers de colons israéliens ont occupé la partie la plus riche de la Cisjordanie. Les Palestiniens sont cernés dans une soixantaine d'enclaves surpeuplées, subissant les contrôles musclés de l'armée. Les habitants de Gaza, eux, sont soumis

à un blocus cruel, aux coupures de courant, ne survivent que grâce à l'aide internationale, tout en étant constamment à la merci des bombardements israéliens. Tous ont vu leur aspiration à un État palestinien réduite à néant.

L'impasse du nationalisme

Si des dizaines de milliers d'habitants de Gaza sont allés protester, face à l'armée israélienne, c'est plus par désespoir et faute de perspectives politiques que par désir de mourir en martyr, comme le prétend le Hamas.

Les travailleurs de Gaza et de Cisjordanie sont en révolte contre la misère et la négation de leurs droits nationaux. Est-ce obligatoirement sous la bannière des nationalistes du Hamas ? Les travailleurs d'Israël dont la situation matérielle et les droits se dégradent n'ont-ils d'autre avenir que de servir de gendarmes de la région au bénéfice des bourgeoisies israélienne ou américaine ?

Non bien sûr. Pas plus que les travailleurs en France ne doivent obligatoirement suivre la politique nationaliste de Macron qui sert de masque aux intérêts de l'immensément riche bourgeoisie française.

On nous assène que la situation au Moyen-Orient est un sac de nœuds inextricable que seule la guerre peut résoudre. En réalité, elle révèle l'impasse des solutions avancées par Trump, Netanyahu, le Hamas et l'Autorité Palestinienne : la faillite du nationalisme.

L'avenir des travailleurs palestiniens et israéliens est internationaliste, dans la destruction des murs et des barbelés que la bourgeoisie construit pour les opposer.

Cheminots, salariés du public et du privé, tous ensemble !

Hier mardi 22 mai, les agents de la Fonction publique étaient en grève et des salariés du privé ont rejoint leurs manifestations. Des cheminots y étaient aussi. Ils poursuivent leur grève et ne se démobilisent pas. Ils luttent depuis bientôt deux mois : ils doivent avoir le soutien de tous les salariés. Samedi 26 mai, des organisations syndicales (CGT, Solidaires) et de gauche appellent à manifester. Mélenchon et d'autres politiciens ont leurs calculs à visée électorale : on ne pourra pas compter sur eux pour préparer la réponse du monde du travail qui s'imposerait. Malgré cela, les travailleurs ont tout intérêt à se saisir de cette occasion. Pour affirmer qu'il y en a plus qu'assez des mauvais coups des patrons et de Macron, de sa politique en faveur des plus riches et contre tout le monde du travail.

C'est dans la rue et dans la grève que l'on pourra mettre en échec leurs plans.

Pas dispensé de préavis

Avec les nouvelles Dispenses d'Activité, les chefs peuvent imposer un préavis de 6 mois. Le temps de transférer le travail de celui qui part aux collègues ? Si les effectifs n'étaient pas si contraints, les remplacements seraient plus faciles.

La direction a eu largement un préavis pour embaucher. Il est grand temps de s'y mettre tous ensemble pour des embauches massives, notamment des salariés prestataires qui le souhaitent !

Festival de Lardy

Une fois de plus, Elio et Renault sont à la pointe de la mode. Après les écrans « géants » à la « montée des marches » de la cantine, après le déplacement des couverts pour soi-disant raccourcir les files d'attente, voici maintenant le « food truck » pour remplacer la Place Café pendant plusieurs semaines de travaux. On aurait bien sûr préféré la suppression des droits d'entrée des salariés sous-traitants, une hausse de la subvention Renault et une amélioration du rapport qualité/prix.

Mais pour avoir autre chose que du cinoche et des paillettes, il va falloir qu'on leur mette un coup de pression : pourquoi pas en organisant un boycott ?

On a retrouvé la septième compagnie

L'expérience de l'an dernier n'a pas suffi à la direction, elle remet ça avec un nouveau pique-nique. En 2017, les conditions de sécurité avaient été plus que négligées et un ex-directeur avait planté son Alpine dans un mur.

Alors, feront-ils encore pire cette année ? Réponse au prochain épisode...

Management oppressif

Dans l'usine Renault de Bursa en Turquie, la direction n'en est pas à sa première crasse. Répression violente des grèves, méthodes mafieuses du syndicat « maison », etc. Mais la direction préfère afficher sur Yammer des méthodes plus « douces » : elle fait signer aux ouvriers un grand tableau blanc pour que chacun s'engage au « *zéro défaut de production, zéro accident de travail* ». Méthodes brutales ou insidieuses, son but est toujours le même : faire trimer les travailleurs sous la menace. Mais les réactions contre cette oppression ne manqueront pas d'arriver et de faire trembler les patrons d'OYAK-Renault, comme lors des grèves de 2012, 2015 et 2016.

T'as voulu voir Vesoul, t'as vu la grève !

En fière avant-garde du patronat, la direction de PSA inaugure les dispositifs ouverts par les ordonnances Macron contre lesquels on se battait à l'automne dernier. Elle veut faire signer un accord d'entreprise aux syndicats pour imposer sur son site de Vesoul un passage de 35h à 37h45 de travail par semaine, soit une hausse de 7,8 %, contre une hausse de salaire de seulement 2,8 %. Depuis les ordonnances, plus besoin de justifier de « difficultés économiques », même feintes, ni de promettre le maintien des effectifs... D'ailleurs, la direction annonce des réductions d'effectifs en parallèle !

Mais en réaction à cette attaque, les salariés ont spontanément lancé un débrayage jeudi dernier. Ils étaient déjà une centaine avec un slogan : « *Pas de travail sans salaire !* ». Avec les accords d'entreprise qui vont casser les conventions collectives, les capitalistes sont partout à l'offensive. Cette opération lancée par un des plus grands groupes industriels est un message envoyé à tous les salariés du pays. Face à la menace, la réponse devra être à la hauteur.

Les salariés de PSA Vesoul ont à nouveau fait grève ce mardi et ont manifesté avec les autres catégories de travailleurs : fonctionnaires, cheminots, profs ou salariés du privé. Car pour contrer les attaques, la seule solution est une riposte collective.

Solidarité contre la répression à PSA

PSA tente de faire condamner à de la prison avec sursis Farid Borsali, secrétaire CGT de PSA Poissy, en l'accusant de violence imaginaires contre un chef. La direction de PSA veut briser ceux qui ne se résignent pas et qui résistent pour défendre tous les salariés.

Pour montrer que les travailleurs ne se laissent pas faire et affirmer la solidarité face aux attaques, un rassemblement de soutien est organisé ce mercredi 23 mai à midi devant la Cour d'appel de Versailles.

Versez à la collecte !

L'Étincelle ne peut compter que sur les salariés de Lardy. Pour soutenir la parution du bulletin, participez à la collecte le mardi 5 juin !